

Après le Printemps arabe, faut-il craindre l'arrivée des islamistes au pouvoir ?



Antoine Basbous
Directeur de l'Observatoire
des pays arabes
Auteur de *Tsunami arabe*,
Fayard, 2011.

Il y aura pression pour l'observation des rites de l'islam

Le qualificatif de « printemps » est trop volontariste. Ce qui est survenu s'apparente davantage à un tsunami qu'à un printemps dont on peut cueillir aussitôt les fruits. Un tsunami qui provoque des répliques en chaîne. Les islamistes ont bénéficié de leur enracinement, à l'inverse des jeunes révolutionnaires qui ne disposent d'aucune structure partisane.

La gamme des mouvances islamistes est aussi riche que les couleurs d'un arc-en-ciel. Le Coran est interprété différemment d'un mouvement à l'autre. Ennahda en Tunisie et le Parti justice et développement (PJD) au Maroc semblent abandonner quelque peu leur regard doctrinal et moralisateur pour épouser un réal-islamisme. Il ne suffit plus de décréter que « l'islam est la solution » ; la société veut des remèdes efficaces contre le chômage, la corruption, et cherche à attirer les investissements synonymes d'emplois.

En revanche, le cas égyptien pose problème, car les Frères musulmans (47% des suffrages) sont en rivalité avec les salafistes (24%) et doivent prouver l'authenticité de leur engagement face à leurs rivaux. Les salafistes ont d'ores et déjà cherché à exiger des pratiques rigides, comme le port obligatoire du voile ou de la barbe et l'instauration de la police des mœurs. La présence d'un islamisme doctrinaire doublé d'un salafisme va retarder l'avènement d'un réal-islamisme et d'un « Etat civil ».

Quel que soit le pays concerné, une pression socioreligieuse va s'exercer pour une plus grande observation des rites de l'islam. Les femmes et les minorités vont en pâtir. Mais la première expérience au pouvoir des islamistes va leur permettre d'affronter la complexité du monde. |

Les islamistes : des démocrates « illibéraux »

La crainte communément soulevée par l'islamisme est double : l'une est politique (les islamistes ont une vision théologique du pouvoir incompatible avec les formes modernes de démocratie) ; l'autre est sociale (les islamistes sont liberticides et les premières victimes seront les femmes et les minorités religieuses).

La crainte provient de la confusion des deux niveaux évoqués (la démocratie et le libéralisme). Première chose à relever : l'ensemble de la nébuleuse se revendiquant, dans le monde arabe, de l'héritage des Frères musulmans a fait son lifting démocratique. Elle reconnaît le principe des élections comme mode de régulation de la transition politique.

Cependant, c'est sur un autre plan que l'islamisme est évalué : l'émancipation des femmes, la reconnaissance pleine et entière des minorités, les libertés individuelles, en particulier celles de (non-) croyance. Mais là, il s'agit d'une version extensive de la démocratie, la démocratie libérale.

Or les islamistes ne sont pas pour la défense d'un projet d'extension des libertés. Ce sont des démocrates « illibéraux ». Ils respectent le verdict des urnes, mais pas la dissidence – ou même la dérision – religieuse, théologique ou culturelle, comme en témoignent les multiples procès en diffamation que l'Égypte et la Tunisie connaissent aujourd'hui. Du coup, c'est moins dans les gouvernements que dans les tribunaux qu'il faut attendre les islamistes : ils veulent de la bonne gouvernance, seront de bons élèves du FMI, mais ils savent aussi que le peuple, conservateur comme eux, les suivra dans la surenchère religieuse. |